

Document: EB 2020/131(R)/R.12/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 a) iii) a)
Date: 30 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République populaire de Chine

Projet expérimental de redynamisation du milieu rural dans le Hunan

Numéro du projet: 2000002359

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett

Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Matteo Marchisio

Directeur de pays
téléphone: +86 10 8532 8977
courriel: m.marchisio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session
Rome, 7-9 décembre 2020

Pour: **Approbation**

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classement au regard des risques climatiques	8
D. Soutenabilité de la dette	8
IV. Exécution	9
A. Cadre organisationnel	9
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

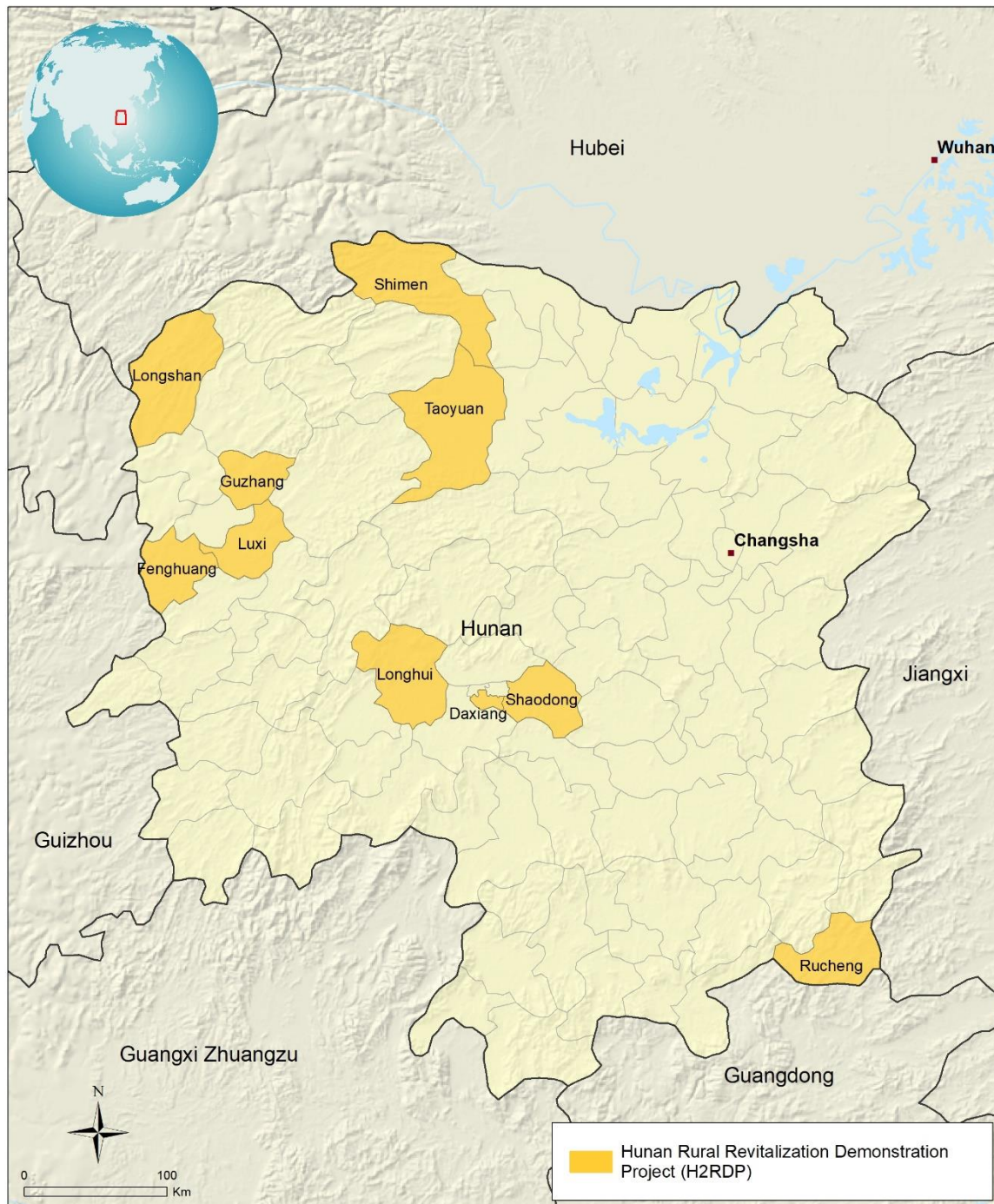
Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated Project Risk Matrix

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Matteo Marchisio
Responsable technique:	Robert Delve
Responsable des finances:	Irene Li
Spécialiste climat et environnement:	Candra Samekto
Juriste:	Purificacion Tola Satue

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source: FIDA; 21/01/2020

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Département de l'agriculture et des affaires rurales de la province du Hunan
Coût total du projet:	173 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	60,2 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires
Cofinanceurs:	Entreprises et coopératives Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)
Montant du cofinancement:	Entreprises et coopératives: 21,4 millions d'USD ONU-Femmes: 0,3 million d'USD
Conditions du cofinancement:	En espèces et en nature
Contribution de l'Emprunteur:	90,9 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,5 million d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	24,7 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 63.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **Lutte contre la pauvreté.** Le Gouvernement chinois a pour objectif, à l'horizon 2020, d'éliminer l'extrême pauvreté en milieu rural, telle que mesurée sur la base des normes nationales de pauvreté en vigueur. La pérennisation de ce résultat, la réduction des inégalités et le maintien hors de la pauvreté des personnes qui en sont sorties continueront toutefois de compter au nombre des priorités nationales dans les années à venir.
2. **Développement rural.** Les zones rurales chinoises connaissent actuellement de profondes transformations. Les écarts de rémunération entre les campagnes et les villes et le manque de possibilités de générer des revenus en milieu rural motivent des migrations de masse de la main-d'œuvre vers les zones urbaines depuis plusieurs décennies. Face à cette situation, le Gouvernement chinois a récemment adopté une stratégie de redynamisation des zones rurales; cette initiative à long terme complète vise à réduire la fracture entre les villes et les campagnes en accélérant le développement des zones rurales et en renforçant leur attractivité.
3. **Contexte provincial.** La province du Hunan constitue régulièrement l'une des priorités des programmes de réduction de la pauvreté du Gouvernement chinois, car elle compte une grande partie de la population pauvre du pays (7,6% en 2017). En 2017, 40 districts sur 122 faisaient partie des districts pauvres du pays. Le revenu moyen par habitant des populations rurales pauvres du Hunan est 30% inférieur au revenu moyen de la province. Bien que l'extrême pauvreté devrait être éliminée d'ici la fin de 2020, le risque de pauvreté transitionnelle et la vulnérabilité resteront très présents en raison d'un manque d'activités rémunératrices.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - transformateur sur le plan du genre;
 - axé sur les jeunes.
5. **Questions relatives au genre et aux jeunes.** Environ 75% de la main-d'œuvre dans la zone du projet est constituée de travailleurs migrants et environ 60% des jeunes sont des travailleurs migrants. Le projet contribuera à autonomiser les femmes participant à l'économie rurale et à retenir ou à attirer des jeunes dans les zones rurales en i) créant des possibilités d'emploi dans la zone du projet, en particulier pour les femmes; ii) fournissant des services aux entreprises et en renforçant le potentiel et les capacités d'entrepreneuriat des femmes; iii) augmentant la participation des agricultrices aux formations sur les tâches agricoles et non agricoles offertes dans le cadre de programmes professionnels pour agriculteurs; iv) renforçant la capacité des jeunes ruraux et en leur proposant des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat agricoles et non agricoles.
6. **Changements climatiques.** Le projet contribuera à accroître la résilience et à réduire les risques et les effets associés à la modification des conditions météorologiques et climatiques, en particulier leur variabilité et leur imprévisibilité

grandissantes, en renforçant les capacités dont disposent les pouvoirs publics et les bénéficiaires pour évaluer les risques climatiques, établir des plans et prendre des décisions en conséquence, et en accroissant la résilience climatique des infrastructures.

7. **Nutrition.** En 2018, les pourcentages de retards de croissance, d'insuffisance pondérale et d'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans dans la province étaient respectivement inférieurs à 1%, d'environ 0,9% et d'environ 0,07%; la prévalence de l'anémie et celle du surpoids étaient respectivement de 2% et de 0,4%. D'après les données disponibles, la situation générale dans la zone du projet n'est pas alarmante. Le projet contribuera à améliorer la situation nutritionnelle en élargissant l'accès à l'eau potable dans la zone.
8. **COVID-19.** Au début de 2020, la Chine a été lourdement touchée par la flambée d'un nouveau coronavirus, le SARS-CoV-2, l'agent pathogène qui cause la COVID-19. Plus de 80 000 personnes ont été contaminées et presque 5 000 sont décédées. L'impact socioéconomique sur la population rurale et les groupes vulnérables a été profond; les ménages ruraux pauvres manquent de moyens économiques pour faire face aux conséquences de la pandémie. Les autorités ont appliqué plusieurs mesures économiques et sociales efficaces pour atténuer l'incidence de la COVID-19. Toutefois, les ménages ruraux pauvres restent vulnérables aux effets d'un nouveau choc potentiel et risquent de tomber (ou de retomber) dans la pauvreté. Le projet contribuera à renforcer la résilience des personnes vulnérables dans la zone du projet face aux chocs (y compris aux nouvelles flambées potentielles) en créant de nouvelles possibilités génératrices de revenus. En particulier, des services de conseil sur la prévention des épidémies et l'atténuation de leurs effets seront mis en place afin de réduire les risques de maladies zoonoses (comme la COVID-19).

Justification de l'intervention du FIDA

9. **Problème du développement.** À l'horizon 2020, l'extrême pauvreté devrait certes être éliminée en Chine, mais les régions classées parmi les "régions prioritaires dans le domaine de la pauvreté", y compris la zone du projet, demeureront vulnérables et n'offriront que des possibilités limitées de générer des revenus. En conséquence, une forte proportion de la population abandonne l'agriculture. Au cours des prochaines années, il restera difficile d'empêcher les familles sorties de la pauvreté avant 2020 de retomber dans cette dernière et d'assurer le développement économique de ces régions pour en faire des lieux de résidence attractifs. Si la stratégie et les ambitions à long terme du Gouvernement chinois pour les zones rurales reposent sur la facilitation du développement du secteur privé au moyen d'un ensemble d'acteurs du secteur appelés "nouvelles entités économiques", les personnes les plus vulnérables risquent d'être exclues et de ne pas pouvoir tirer parti des futures possibilités de développement économique. La situation actuelle offre la possibilité de revoir et d'adapter le modèle actuel, mais aussi d'introduire et de mettre à l'essai de nouveaux modèles et approches en privilégiant une plus grande inclusion des femmes, des jeunes et des ménages vulnérables.
10. **Justification de l'intervention du FIDA.** La valeur ajoutée qu'apporte le FIDA en Chine réside dans sa capacité d'introduire et de mettre à l'essai des approches novatrices qui, si elles sont efficaces, pourraient orienter l'élaboration de politiques et être reproduites ou intégrées aux programmes publics, ou partagées avec d'autres pays en développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. La situation actuelle offre une occasion unique au FIDA d'aider les autorités à repenser et à améliorer le modèle d'industrialisation agricole actuel, à remédier à certaines des lacunes de celui-ci et à l'adapter à un scénario post-2020, de manière à le rendre plus équitable et plus inclusif et à alléger la charge qu'il fait peser sur les finances publiques.

B. Enseignements tirés

11. La conception du projet a bénéficié des leçons et de l'expérience tirées de plusieurs projets financés par le FIDA et la Banque mondiale.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

12. **But et objectif de développement du projet.** Le but du projet consiste à lutter contre la pauvreté et à accroître la production et la résilience économique des ménages vulnérables. L'objectif de développement du projet est d'améliorer les possibilités de création de revenus offertes aux populations rurales vulnérables, en particulier aux jeunes et aux femmes, de renforcer le caractère inclusif des dispositifs de partage des bénéfices issus de liens entre l'agro-industrie et le secteur privé et d'accroître la résilience de la population rurale face aux effets des changements climatiques.
13. **Zone du projet.** Le projet sera exécuté dans 10 districts situés dans les quatre municipalités/préfectures de Chengde, de Xiangxi, de Shaoyang et de Chenzhou. Ces districts ont été choisis sur la base des critères suivants: leur appartenance passée à la catégorie des districts considérés comme pauvres aux niveaux national ou provincial, la présence d'industries offrant un potentiel commercial et l'attachement des autorités locales aux objectifs et à la stratégie proposée du projet.
14. **Stratégie de ciblage.** Le projet adoptera la stratégie de ciblage décrite ci-après.
 - **Ciblage géographique.** Le projet ciblera les districts actuellement ou antérieurement classés parmi les pauvres du pays ou de la province pour donner la priorité aux villages et aux collectivités ayant une concentration supérieure à la moyenne de personnes actuellement ou antérieurement inscrites au registre des personnes pauvres.
 - **Ciblage de la pauvreté.** Le projet ciblera les ménages vulnérables dans la zone d'intervention, c'est-à-dire les ménages inscrits au moins à une reprise dans le registre national des personnes pauvres depuis 2014.
 - **Ciblage des femmes, des jeunes et des minorités ethniques.** Le projet privilégiera plus particulièrement, parmi ses bénéficiaires, les groupes vulnérables que constituent: i) les femmes, ii) les jeunes et iii) les minorités ethniques.
15. **Bénéficiaires.** D'après les estimations, le projet devrait directement aider 328 000 personnes; environ 17% de ces dernières sont officiellement inscrites au registre des personnes pauvres, 50% sont des femmes, 30% sont des jeunes et 30% appartiennent à des minorités ethniques. Le projet devrait profiter indirectement à 85 000 personnes supplémentaires.

B. Composantes, résultats et activités

16. Le projet comprendra les composantes suivantes:
 - **Composante A: modèles inclusifs d'investissements du secteur privé.** Cette composante vise à créer des moyens d'existence rentables et des activités rémunératrices diversifiées dans la zone du projet en articulant les trois axes suivants: 1) promotion de modèles inclusifs d'investissements du secteur privé qui généreront de nouvelles possibilités de revenus plus diversifiées; 2) appui aux femmes et aux jeunes talentueux souhaitant lancer leur propre entreprise; 3) interventions visant à inciter les pouvoirs publics à accroître l'échelle, la qualité et l'incidence du nouveau programme de formation professionnelle des agriculteurs. La sous-composante A.3 sera mise en œuvre en mettant à l'essai des prêts programmatiques axés sur les résultats.

- **Composante B: planification, développement et amélioration d'infrastructures protégées contre les aléas climatiques.**
 Cette composante aura pour objet de remédier aux lacunes des infrastructures existantes qui peuvent limiter ou entraver l'exécution des activités relevant du projet. Le système d'infrastructures sera mis à niveau au moyen d'améliorations physiques, d'un renforcement institutionnel et d'une assistance technique, ce qui permettra de réduire également les risques et les effets liés aux changements météorologiques et climatiques et favorisera une production agricole plus durable et plus résiliente face aux aléas climatiques.
- **Composante C: gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et participation à l'élaboration des politiques.**

C. Théorie du changement

17. **L'industrialisation, facteur clé de la réduction de la pauvreté.** L'industrialisation agricole demeure l'un des principaux aspects de la nouvelle stratégie de redynamisation rurale. Des problèmes continuent toutefois de se poser dans le cadre des efforts menés pour lutter contre la pauvreté, assurer la durabilité de la réduction de la pauvreté et promouvoir le développement économique dans les zones de profonde pauvreté, comme la zone du projet. Les ménages relativement pauvres et vulnérables vivant dans la zone du projet continuent de se heurter à différents obstacles: i) des perspectives de création de revenus limitées; ii) la migration de la main-d'œuvre rurale vers les zones urbaines, et les ressources limitées dont disposent les ménages pour investir dans l'agriculture ou d'autres activités économiques; iii) la féminisation grandissante de la main-d'œuvre agricole; iv) l'impossibilité pour les petits exploitants de travailler collectivement de manière efficace et de s'intégrer aux filières. Bien que l'industrialisation demeure une stratégie essentielle de réduction de la pauvreté et de redynamisation des zones rurales, l'approche actuelle, qui vise à atteindre les ménages de petits exploitants par l'intermédiaire des grandes entreprises agro-industrielles, présente plusieurs lacunes en ce qui concerne l'inclusion, l'équité et l'égalité, l'efficacité et la durabilité.
18. **Transformer les défis en possibilités.** La situation actuelle offre la possibilité de mettre à l'essai des approches différentes qui pourraient fournir de précieuses informations aux pouvoirs publics aux fins de la redynamisation des zones rurales et d'une réduction durable de la pauvreté. Le projet favoriserait la croissance économique, la compétitivité et la création de possibilités génératrices de revenus et de moyens d'existence dans les zones rurales, et aiderait les personnes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, à mettre à profit les avantages générés par ce processus grâce aux initiatives suivantes: i) mise à l'essai des modèles inclusifs de développement des entreprises rurales; ii) encouragement de l'entrepreneuriat local et proposition d'investissements pour aider les femmes et les jeunes entrepreneurs; iii) mise à niveau des compétences et moyens dont disposent les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, pour devenir des agriculteurs ou entrepreneurs à vocation commerciale grâce à la formation professionnelle. Pour ce faire, il s'agira de prendre les mesures suivantes: i) accroître les capacités des nouvelles entités économiques en tant que principaux chaînons reliant les exploitants pauvres aux marchés; ii) favoriser la création d'activités rémunératrices supplémentaires et plus diversifiées dans la zone du projet en assurant des services, en encourageant l'entrepreneuriat local (en particulier parmi les femmes et les jeunes agriculteurs, et les migrants de retour) et en attirant de nouveaux investisseurs pour financer des activités agricoles ou non agricoles; iii) remédier dans la zone du projet à certaines des principales lacunes des infrastructures actuelles (accès routier, manque de ressources en eau, etc.) qui peuvent limiter ou entraver la mise en œuvre des activités proposées au titre du projet, tout en réduisant les risques associés aux changements climatiques.

D. Alignement, appropriation et partenariats

19. **Alignement sur les priorités et stratégies nationales.** Le projet: i) contribuera à la réalisation de l'objectif des pouvoirs publics qui consiste à préserver au cours des années à venir les résultats obtenus dans le domaine de la réduction de la pauvreté, conformément aux principes de la stratégie de redynamisation rurale; ii) promouvra les nouvelles entités économiques, créera des possibilités d'emploi et développera le système d'infrastructures dans les zones rurales; iii) contribuera à accroître l'attrait économique de la zone du projet et, par conséquent, à retenir les travailleurs migrants – en particulier les jeunes – voire à favoriser le retour dans les zones rurales; iv) favorisera la viabilité environnementale dans le droit fil du principe de "développement équilibré sur le plan écologique" de l'État.
20. **Alignement sur les objectifs de développement durable.** Le but et les activités du projet proposé cadrent avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier les objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 5, 10, 13 et 15, et contribueront à sa réalisation.
21. **Alignement sur le programme d'options stratégiques pour le pays 2016-2020.** Le projet est aligné sur les principaux objectifs stratégiques et axes du Programme d'options stratégiques pour le pays pour la période 2016-2020 et contribue à leur mise en œuvre en: i) augmentant les possibilités de revenus et la résilience, grâce à la promotion et au renforcement des coopératives et des entités agro-industrielles, l'accent étant davantage mis sur la résilience face aux changements climatiques; ii) encourageant l'innovation et la gestion des savoirs pour orienter l'élaboration des politiques et la reproduction à plus grande échelle. Le projet est mené à titre expérimental. Il a pour objet de mettre à l'essai plusieurs innovations de manière à déterminer leurs possibilités d'application dans le contexte du projet, d'en tirer des enseignements et de promouvoir la reproduction des modèles et des approches qui donnent de bons résultats.
22. **Alignement sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2021-2025.** Le projet reflète et aborde les priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2021-2025, qui a été signé en août 2020.
23. **Alignement sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.** L'objectif et les activités du projet cadrent avec le but et les objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA pour la période 2016-2025, en particulier les objectifs stratégiques 2 et 3.
24. **Alignement sur le Cadre de transition du FIDA.** Le projet proposé donne lieu à l'application de plusieurs des principes et éléments du Cadre de transition du FIDA: i) il permettra de mettre à l'essai l'un des nouveaux produits proposés dans le cadre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (à savoir les prêts axés sur les résultats); ii) il apportera des éléments d'information pour la formulation des politiques; iii) il contribuera largement à accroître les cofinancements, en particulier les cofinancements nationaux.
25. **Octroi de prêts axé sur les résultats.** Le projet sera exécuté en mettant à l'essai le dispositif des prêts axés sur les résultats – et plus précisément le modèle "hybride" (à savoir une intervention comprenant à la fois des investissements traditionnels et des prêts programmatiques axés sur les résultats) –, le décaissement des fonds pour une sous-composante (A.3) étant déclenché lorsque les cibles convenues, vérifiables de manière indépendante, seront atteintes. Il n'a pas été possible de nouer des partenariats avec des institutions financières internationales ayant déjà une expérience dans ce type de prêts pour concevoir le projet, car les calendriers d'exécution de leurs projets en réserve étaient différents. Toutefois, l'équipe de conception du projet du FIDA s'est en grande partie inspirée des exemples et des données d'expérience provenant de la Banque mondiale pour mener des évaluations techniques et fiduciaires qui ont orienté la conception du

dispositif de prêts axés sur les résultats. La mise à l'essai de ce dispositif aidera le FIDA à en apprendre davantage sur cet instrument.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

26. Le coût total du projet est estimé à 173 millions d'USD.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Secteur privé		ONU-Femmes		Bénéficiaires		Emprunteur		Total	Taxes
	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	%	Montant	
A. Modèles inclusifs d'investissements du secteur privé	46 062	50,8	21 468	23,7	-	-	-	-	23 203	25,6	90 732	1 052
B. Planification, développement et amélioration d'infrastructures protégées contre les aléas climatiques	12 083	17,3	-	-	-	-	452	0,6	57 322	82,1	69 857	6 895
C. Gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et participation à l'élaboration des politiques	2 054	16,6	-	-	300	2,4	-	-	10 330	83,4	12 685	717
Total	60 199	34,7	21 468	12,4	300	0,2	452	0,3	90 855	52,5	173 274	8 664

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Secteur privé		ONU-Femmes		Bénéficiaires		Emprunteur		Total	Taxes
	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	%	Montant	
Dépenses d'investissement												
1. Travaux			-	-	-	-	-	-	53 569	100	53 569	5 357
2. Travaux de génie civil intelligent	12 083	78,5	-	-	-	-	-	-	3 302	21,5	15 385	1 539
3. Équipement et matériel	340	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	340	34
4. Formation et ateliers	4 627	46,9	-	-	300	3,0	-	-	5 228	53,1	9 855	985
5. Biens, services et intrants	7 352	98,1	-	-	-	-	-	-	142	1,9	7 494	749
6. Dons et subventions	34 509	44,0	21 468	27,3	-	-	-	-	22 519	28,7	78 495	
Total des dépenses d'investissement	58 911	35,7	21 468	13,0	300	0,2	-	-	84 760	51,2	165 439	
Dépenses récurrentes												
1. Salaires et indemnités	860	33,0	-	-	-	-	-	-	1 745	67,0	2 605	
2. Coûts de fonctionnement	427	8,2	-	-	-	-	452	8,7	4 315	83,1	5 194	
3. Fonctionnement et entretien	-	-	-	-	-	-	-	-	36	100	36	
Total des dépenses récurrentes	1 288	16,4	-	-	-	-	452	5,8	6 095	77,8	7 835	
Total	60 199	34,7	21 468	12,4	300	0,2	452	0,3	90 855	52,5	173 274	8 664

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Modèles inclusifs d'investissements du secteur privé	28 016	32,1	31 257	35,8	24 904	28,5	1 980	2,3	1 252	1,4	87 410
B. Planification, développement et amélioration d'infrastructures protégées contre les aléas climatiques	17 061	25,4	22 751	33,8	15 459	23,0	7 970	11,9	3 982	5,9	67 223
C. Gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et participation à l'élaboration des politiques	2 873	22,6	2 449	19,2	2 499	19,7	2 456	19,4	2 407	19,0	12 685
Provisions pour hausse des prix	526	8,8	1 893	31,8	2 383	40,0	724	12,2	430	7,2	5 956
Total	48 477	28,0	58 350	33,7	45 245	26,1	13 130	7,6	8 072	4,7	173 274

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

27. **Financement et cofinancement.** Le FIDA contribuera au projet en accordant un prêt d'un montant de 60,2 millions d'USD. La contribution du Gouvernement chinois s'élèvera à 90,9 millions d'USD et les entreprises et coopératives participantes devraient apporter environ 21,4 millions d'USD. La contribution des bénéficiaires devrait être de l'ordre de 0,5 million d'USD. ONU-Femmes devrait contribuer à hauteur d'un montant estimé à 0,3 million d'USD, sous la forme d'une assistance technique.
28. **Ratio de cofinancement.** Le prêt du FIDA a un ratio de cofinancement d'environ 1:1,9, qui est approximativement supérieur de 35% à la cible de 1:1,4 fixée dans le cadre de FIDA11.
29. **Financement climatique.** Les sous-composantes A.1, A.2 et B.1 sont comptabilisées comme financements en faveur de l'action climatique. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué au projet par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à 24,7 millions d'USD, soit 41% du montant total accordé par le Fonds.

Décaissement

30. Le projet suivra une approche traditionnelle en matière d'investissements, sauf pour la sous-composante A.3, au titre de laquelle des prêts programmatiques axés sur les résultats seront accordés. En ce qui concerne les composantes et sous-composantes d'investissement, les fonds du prêt du FIDA seront alloués aux différentes catégories de dépenses et décaissés conformément aux conditions convenues énoncées dans l'accord de financement, le Manuel sur le décaissement des prêts et la lettre à l'Emprunteur. Ces allocations seront accompagnées de pièces justificatives ainsi que des demandes de retrait indiquant les dépenses autorisées qui ont été effectuées. Pour ce qui est de la sous-composante comprenant des prêts axés sur les résultats, le décaissement sera déclenché lorsque les cibles convenues (à savoir les indicateurs liés au décaissement), vérifiables de manière indépendante, seront atteintes, et que cela aura été confirmé par un organe de vérification tiers indépendant.

Résumé des avantages et analyse économique

31. Les résultats de l'analyse financière montrent un taux de rentabilité interne financière estimé à 55%. D'après l'analyse économique, le projet est économiquement viable et a un taux de rentabilité économique interne de 43%.

Stratégie de sortie et durabilité

32. Un certain nombre d'éléments sont susceptibles de garantir la durabilité, à l'issue du projet, des activités financées et des avantages générés par le projet:
- i) la viabilité économique du projet; ii) l'alignement sur les priorités nationales;
 - iii) la durabilité institutionnelle et la durabilité des partenariats noués;
 - iv) l'appropriation par les bénéficiaires et le renforcement des moyens dont ils disposent; v) la viabilité financière; vi) le passage d'un système de production subventionné à un système répondant à la demande du marché; vii) les modalités d'exploitation et d'entretien.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

33. **Risques liés au projet.** La plupart des risques recensés ont une faible probabilité de se concrétiser et, le cas échéant, devraient avoir un faible impact.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation Synthèse des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Faible	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Faible
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Faible	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et de viabilité	Modéré	Faible
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Faible	Faible
Parties prenantes	Faible	Faible
Risque global	Modéré	Faible

B. Catégorie environnementale et sociale

34. Le projet est classé dans la catégorie B. Les risques environnementaux et sociaux négatifs susceptibles d'affecter le projet sont mineurs, propres aux sites et réversibles et peuvent être gérés au moyen de mesures d'atténuation connues, comme indiqué dans la note d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. Le projet n'exigera pas de gros travaux d'infrastructure, d'acquisitions de terres, de réinstallations ou de conversion de forêts ou d'un autre habitat naturel ou modifié. Il ne comprendra ni une saisie involontaire de terres ni une restriction à leur utilisation susceptible d'avoir pour effet un déplacement physique ou économique.

C. Classement au regard des risques climatiques

35. Le risque climatique que pourrait poser ce projet est jugé "modéré". Le projet permettra de financer un ensemble d'investissements matériels et de savoir-faire ayant pour objet de réduire les risques et les effets négatifs associés à l'évolution des conditions météorologiques et climatiques et de promouvoir une production résiliente face aux changements climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

36. La Chine a enregistré une dette publique représentant 47,60% de son produit intérieur brut en 2017. Selon les données publiées en mars 2019 par la State Administration of Foreign Exchange chinoise, la dette extérieure se chiffrait à un peu moins de 2 000 milliards d'USD et représentait 14,4% du produit intérieur

brut, à la fin de 2018. La Chine continue toutefois de ne courir qu'un faible risque de surendettement extérieur.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. **Organisme d'exécution principal.** L'organisme d'exécution principal du projet sera le Département de l'agriculture et des affaires rurales de la province de Hunan. Le bureau provincial de gestion du projet sera créé au sein du Centre de coopération économique avec l'étranger du Hunan, qui dépend du Département.
 38. **Bureaux de gestion du projet aux niveaux des préfectures et des districts.** La majeure partie des responsabilités liées à l'exécution du projet revient aux districts. Des bureaux de gestion du projet seront constitués dans chaque district concerné au sein du Bureau de l'agriculture et des affaires rurales. Un bureau préfectoral sera créé à Xiangxi afin de contrôler la mise en œuvre du projet dans le district concerné.
 39. **Partenariat avec la Fédération des femmes et la Ligue des jeunes.** La Fédération des femmes et la Ligue des jeunes se verront également attribuer des responsabilités au niveau des districts s'agissant des activités du projet touchant ces catégories de population.
 40. **Partenariat avec ONU-Femmes.** Un partenariat a été noué avec ONU-Femmes afin de faciliter la conception et l'exécution du projet d'une façon qui favorise le renforcement des capacités et l'autonomisation économique des femmes dans la zone du projet.
 41. **Rôle de l'Institut d'information agricole de l'Académie chinoise des sciences agricoles.** Dans le cadre du projet, un accord devrait être conclu avec l'Institut d'information agricole de l'Académie chinoise des sciences agricoles, aux termes duquel l'Institut assumera d'importantes fonctions concernant le suivi-évaluation, la gestion des savoirs et la concertation sur les politiques à mener.
 42. **Organe de vérification tiers indépendant.** Un organe de vérification tiers indépendant sera chargé de contrôler que l'indicateur relatif au décaissement correspond aux cibles fixées pour l'activité au titre de laquelle sera mis à l'essai l'octroi de prêts axés sur les résultats.
- Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**
43. **Rôle du Ministère des finances.** Le Ministère des finances sera l'organisme responsable du remboursement du prêt. Les fonds accordés dans le cadre de ce dernier seront rétrocédés au Département des finances de la province du Hunan, puis versés par ce dernier aux bureaux des finances des districts aux mêmes conditions. La responsabilité principale de l'administration et de la supervision des ressources du projet incombera au Département des finances et aux bureaux des finances. Au niveau des districts, les fonds seront transférés des bureaux des finances aux bureaux de gestion du projet.
 44. **Adoption du dispositif de prêts axés sur les résultats.** Le projet suivra une approche traditionnelle en matière d'investissements, sauf pour la sous-composante A.3, au titre de laquelle des prêts programmatiques axés sur les résultats seront accordés. La mise en œuvre de cette sous-composante s'appuiera sur l'utilisation des systèmes du pays. L'évaluation fiduciaire et l'évaluation des systèmes environnementaux et sociaux ont offert un degré d'assurance raisonnable concernant l'existence d'un cadre stratégique, réglementaire et institutionnel adéquat pour tirer parti des systèmes du pays aux fins de cette mise en œuvre. L'adoption du dispositif de prêts axés sur les résultats nécessitait de faire quelques ajustements, qui s'appliquent uniquement à la sous-composante A.3 (voir paragraphe 53).

45. **Compte désigné.** Un compte désigné sera ouvert pour le prêt du FIDA et libellé dans la monnaie correspondante, et tous les fonds provenant du prêt passeront par ce compte. Celui-ci doit être créé au Département des finances et administré par ce dernier, qui sera directement responsable de la gestion, du suivi et du rapprochement des transactions.
46. **Financement rétroactif.** Des dispositions ont été prises pour assurer le financement rétroactif de dépenses autorisées encourues entre le 19 juin 2020 et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, à hauteur d'un montant de 6 millions d'USD, au moyen de fonds provenant du prêt du FIDA. Les dépenses autorisées pouvant faire l'objet d'un financement rétroactif sont celles qui ont été effectuées afin de financer le lancement et la préparation des activités du projet (sauf pour la sous-composante A.3).
47. **Financement des taxes.** Afin d'accroître l'efficacité des flux de fonds et de mieux appuyer l'exécution du projet, le financement du FIDA sera utilisé pour régler les taxes du projet à hauteur de 2,44 millions d'USD (sur un total de 8,66 millions d'USD). La contribution financière au projet de l'État chinois se chiffre à 90,9 millions d'USD, soit environ 37 fois le montant des taxes financé par le FIDA.
48. **L'acquisition de biens, travaux et services** se fera conformément aux directives nationales en matière de passation des marchés, ainsi qu'aux manuels d'exécution et à toute modification ultérieure des dispositions, dans la mesure où ceux-ci sont compatibles avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés, le Manuel de passation des marchés du FIDA et les versions ultérieures de celui-ci.
49. **Gouvernance et évaluation du risque financier.** Au vu des résultats de l'évaluation de la gestion financière réalisée pour ce projet, la structure organisationnelle actuelle des organismes d'exécution est jugée appropriée. Les dispositions relatives aux flux de fonds sont considérées comme propices à la bonne exécution du projet. Les normes comptables, politiques et procédures nécessaires, ainsi que les systèmes requis de gestion des actifs, de budgétisation, d'audit, d'établissement de rapports et de comptabilité ont été mis en place. Dans l'ensemble, le risque financier inhérent au projet est considéré comme substantiel, mais des mesures d'atténuation le rendent moyen.
50. **Audit.** Le Bureau d'audit de la province, qui est un organe indépendant rattaché au Bureau d'audit national, sera chargé de procéder à l'audit du projet, conformément aux normes internationales d'audit. Cet audit donnera lieu à l'établissement d'une lettre de la direction divisée en deux sections: une sur le projet d'investissement et l'autre sur la sous-composante au titre de laquelle des prêts axés sur les résultats seront octroyés.
51. **Fraude et corruption.** La Commission nationale de supervision sera l'autorité indépendante chargée de recevoir et d'examiner les allégations de fraude et de corruption, et d'enquêter sur ces dernières.
52. **Participation et retour d'information des groupes cibles du projet.** Pour accroître la transparence et renforcer la responsabilité sociale, le projet favorisera la participation constructive et régulière des groupes cibles et encouragera leurs retours d'information tout au long du projet. Les priorités et les besoins des groupes cibles ont déjà été établis au stade de la conception grâce à des discussions de groupe, ainsi qu'à des consultations approfondies avec des organisations rurales et paysannes locales et des ménages ciblés.
53. **Mécanisme de réponse aux doléances.** Les autorités de la province du Hunan ont mis en place un système intégré de pétition afin que les citoyens puissent exprimer sans entrave leurs préoccupations et leurs doléances. Le système permet aux citoyens, aux représentants juridiques et à d'autres organisations d'utiliser les moyens de communication tels que les lettres, les courriels, les télécopies, les

appels téléphoniques et les visites en personne pour formuler des recommandations ou déposer une plainte auprès des entités publiques à tous les niveaux.

54. **Dispositions particulières applicables à la sous-composante comprenant des prêts axés sur les résultats.** Conformément aux Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds, les dispositions ci-après ont été définies concernant la sous-composante A.3, au titre de laquelle des prêts axés sur les résultats seront octroyés: i) le décaissement sera déclenché lorsque les cibles convenues, vérifiables de manière indépendante, auront été atteintes *et non* en fonction des dépenses; ii) le Fonds ne demandera pas à l'Emprunteur de fournir des documents montrant que les précédents retraits ont bien été utilisés pour couvrir des dépenses autorisées, mais plutôt des documents prouvant que les cibles convenues ont été atteintes; iii) les dépenses seront considérées comme autorisées lorsque les cibles sont atteintes; iv) les audits ne serviront pas à contrôler l'acheminement des fonds du FIDA jusqu'aux destinataires finaux; v) le contenu minimum obligatoire des états financiers annuels du projet à soumettre au FIDA n'est pas applicable; vi) l'audit normalement obligatoire pour confirmer que les états financiers donnent une image fidèle et objective des activités financières, à tous égards importants, n'est pas applicable. Dans le cas présent, les auditeurs contrôleront le respect des conditions de décaissement, à savoir la réalisation des cibles convenues et le respect du protocole de vérification convenu.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

55. **Apprentissage, gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire.** La stratégie de gestion des savoirs du projet reposera sur les principaux éléments suivants: i) mise en place d'un cadre de suivi-évaluation efficace permettant de suivre l'avancement de l'exécution et de réunir des observations à des fins d'apprentissage; ii) organisation d'ateliers réguliers à différents niveaux donnant lieu au partage de savoirs, de données d'expérience, d'innovations et des meilleures pratiques, et promouvant la coopération Sud-Sud et triangulaire; iii) conclusion d'un accord avec l'Institut d'information agricole de l'Académie chinoise des sciences agricoles aux fins du suivi-évaluation et de la gestion des savoirs.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

56. **Innovations.** Les innovations prévues comprennent: i) les modèles inclusifs de développement des entreprises rurales; ii) les pépinières d'entreprises; iii) la conception d'infrastructures protégées contre les aléas climatiques; iv) le décaissement à l'obtention des résultats (prêts axés sur les résultats).
57. **Participation à l'élaboration des politiques et reproduction à plus grande échelle.** Le cadre de participation à l'élaboration des politiques et de reproduction à plus grande échelle repose sur les éléments suivants: i) champions: une collaboration étroite sera établie avec les parties prenantes nationales et provinciales jouant le rôle de champions aux fins de l'apprentissage et de la reproduction des idées et des expériences issues du projet; ii) facteurs: le désir manifeste des pouvoirs publics, et plus particulièrement du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, de déterminer les meilleures manières d'appliquer ou d'ajuster certaines de leurs politiques et stratégies; iii) prochaine étape: une stratégie bien définie d'apprentissage et de gestion des savoirs.

C. Plans d'exécution

Préparation à l'exécution

58. La province du Hunan a une vaste expérience de la mise en œuvre de projets financés par des entités extérieures, notamment le FIDA. (Le dernier projet, à

savoir le Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan, a été achevé en 2017.) Afin d'atténuer le plus possible le risque d'un retard au démarrage, des dispositions ont été prises pour autoriser le financement rétroactif afin de financer des activités de lancement et de faciliter une exécution rapide du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

59. Le FIDA et le Gouvernement chinois procéderont à des activités de supervision du projet comprenant, au minimum, une opération de supervision annuelle, à un examen à mi-parcours et à un examen à l'achèvement du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

60. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
61. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
62. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

63. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante millions deux cent mille dollars des États-Unis (60 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Hunan Rural Revitalization Demonstration Project"

(Negotiations concluded on 2 December 2020)

Loan Number:

Project Title: (Hunan Rural Revitalization Demonstration *Project*) (the "Project")

The People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except as provided for in paragraph 4 below and in paragraph 4 of Schedule 2 (retroactive financing). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower, through Hunan Province, shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement, concretely:

- (a) the "Project components" as described in Part 1 of Schedule 1 to this Agreement; and
- (b) the "RBL sub-component" as described in Part 2 of Schedule 1 to this Agreement, which will build on the use of government systems.

(the Project components and the RBL component hereinafter jointly referred to as the "Project").

4. For the purposes of this Agreement:

"Disbursement Linked Indicator" or "DLI" means in respect of a given Category, the indicator related to said Category that will be used to trigger the disbursement of funds, and as set forth in the table in paragraph 2 of Schedule 2 to this Agreement and as further specified in the Project Implementation Manual (PIM).

"Disbursement Linked Result" or "DLR" means in respect of a given Category, the result under said Category as set forth in the table in paragraph 2 of Schedule 2 to this Agreement, and as further specified in the Project Implementation Manual (PIM), on the

basis of the achievement of which, the amount of the Financing allocated to said result could be withdrawn.

5.1 The following exceptions to Section 4.02 a), and Section 4.03 d) of the General Conditions are applicable to RBL sub-component:

- (i) disbursement will be triggered by verifiable DLIs instead of eligible expenditures;
- (ii) the Fund will not require the Borrower to provide evidence showing that previous withdrawals have been properly spent on eligible expenditures, but rather, evidence that agreed DLRs have been met;
- (iii) expenditures will be considered eligible when agreed DLRs are met;
- (iv) the Borrower may withdraw the proceeds of the Financing to finance, with respect to the RBL sub-component, expenditures on the basis of the results ("Disbursement Linked Results" or "DLRs") achieved by the Borrower, as measured against specific indicators ("Disbursement Linked Indicators" or "DLIs") in the amount allocated against the Category of the table in paragraph 2 of Schedule 2.

5.2 The following exceptions to the Conceptual Framework for Financial Reporting and Auditing of IFAD-financed Projects and Related Handbook referred to in Section 9.03 of the General Conditions, are applicable to RBL sub-component, in line with the Borrower's applicable laws and regulations:

- (i) Audits are not required to trace IFAD funds to the final recipients;
- (ii) The minimum prescribed content, as provided for in table 3 of the Handbook, of annual project financial statements is not required to be submitted to IFAD; and
- (iii) The requirement of an audit to confirm whether the financial statements provide a true and fair view in all material respects of the financial activities, as provided for in paragraph 33 of the Handbook, is not required to be submitted to IFAD.

6. With respect to the Project components, the Borrower may withdraw the proceeds of the Financing to finance eligible expenditures as provided for in the General Conditions.

Section B

7. The amount of the Loan is sixty million two hundred thousand United State dollars (USD 60 200 000).

8. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate with fixed spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty four (24) years, including a grace period of five (5) years starting from the date that the Fund has determined that all General Conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b).

9. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars (USD).

10. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

11. Payments of principal and interest shall be payable on each 1st May and 1st November.

12. There shall be one Designated Account denominated in USD opened and maintained by Hunan Provincial Department of Finance (DOF) in a commercial bank for the exclusive of use of the Project to receive the Loan proceeds (the "Designated Account").

13. The Borrower through Hunan Province shall provide counterpart financing for the Project in a total amount equivalent to indicatively USD 90.9 million in cash and in kind. Project beneficiaries, participating enterprises, cooperatives and others are expected to provide contribution in cash or in kind of indicatively USD 22.2 million, based on estimates made during Project design. The Project costs in cash or in kind shall be recorded in the Project accounting software.

Section C

14. The Lead Implementing Agency shall be the Provincial Department of Agriculture and Rural Affairs (DARA).

15. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

16. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out every six months, the Fund shall conduct in accordance with Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions a mid-term review to be carried out towards the third year of Project implementation.

Section E

17. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal under the Loan:

- (a) The Provincial Project Management Office (PPMO) and at least one County Project Management Office (CPMO), shall have been established and the respective key Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower, through the Lead Implementing Agency, shall have submitted, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of counterpart funds for the first Project Year;
- (c) The Designated Account shall have been duly opened and the names of authorized signatories shall have been duly submitted to the Fund;
- (d) The PIM shall have been approved by IFAD; and
- (e) A Management Information System (MIS) including a computerized accounting system in compliance with national standards and acceptable to the Fund, shall have been identified and selected by the PPMO.

18. No disbursements shall be made under Category IV of the table in paragraph 2 of Schedule 2, for the purposes of the RBL subcomponent, until and unless the Borrower, through the Lead Implementing Agency, has furnished evidence satisfactory to IFAD (verification report) that the DLRs have been achieved, and confirmed by an independent

third-party verification agency according to the verification protocol, as provided for in the PIM.

19. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower to request disbursements under the Loan: The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, or modified without the prior consent of the Fund, and after consultation with the Borrower through the Lead Implementing Agency, the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

20. Without prejudice to the provisions of the General Conditions, the deadline for making the first disbursement under the Loan is the date no later than 18 months from the entry into force date of this Agreement.

21. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance of the People's Republic of China
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820
People's Republic of China

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language and is agreed in two (2) original copies one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Huongbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Project area.* The project will be implemented in 10 counties within the four municipalities/prefectures of Chengde, Xiangxi, Shaoyang and Chenzhou in the North-East and Western part of Hunan Province (i.e. Shimen and Taoyunan counties in Chengde prefecture; Guzhang, Fenghuang, Luxi and Longshan counties in Xiangxi Tujia and Miao Autonomous prefecture; Shaodong, Daxiang and Longhui counties in Shaoyang prefecture; and Rucheng county in Chenzhou prefecture). Possible changes of county also need to reflect the criteria of being former nationally- or provincially-designated poor counties in the same municipalities/prefectures, with prior no objection of IFAD.

2. *Target Population.* Within these counties, the project will primarily target the villages and communities with per capita income lower than county average level. Among the project beneficiaries, specific focus will be given to vulnerable groups (i) women; (ii) youth; and (iii) ethnic minorities.

3. *Goal and development objective of the Project.* The project goal is to advance poverty alleviation and increase the production and economic resilience of vulnerable households. The project development objective is to improve income-generating opportunities for vulnerable rural people, particularly youth and women, increase the inclusiveness of the benefit-sharing mechanisms from agro-industries/private sector linkages, and increase the resilience of the rural population to climate change impacts

4. *Components.* The Project consists of the Project components and RBL sub-component as follows:

4.1 Part 1 - Project components:

Component 1: Inclusive Private Sector Investment Models: This component will create profitable livelihood and diversified income opportunities in the project area by (i) promoting inclusive private sector investment models that will generate new and more diversified income opportunities; (ii) supporting talented young people and women to start their own business.

Component 2: Climate-proofed public infrastructure planning, development and improvement: This component will address gaps in the current infrastructure which may limit or constrain the implementation of the project activities. Improvement of the infrastructure system will be achieved through a combination of physical improvements, institutional strengthening and technical assistance, which will also result in a reduction of the risks and the impacts associated to changing weather and climate conditions, and a more sustainable and climate resilient agricultural production.

Component 3: Project Management, Knowledge Management, M&E, and Policy Engagement: This component will support the planning, coordinating, monitoring, reporting, knowledge management and policy engagement functions, and overall management functions of the Project Management Offices (PMOs) at provincial and county level.

4.2 Part 2 - RBL sub-component:

Sub-component1.(iii): Promoting Gender Sensitive Professional Farmer Training (PFT): This sub-component will provide incentives to the county governments to (i) increase the number of farmers participating and getting accredited under the PFT; (ii) attract and increase the proportion of women participating in PFT ; and (iii) attract and increase the proportion of younger people participating to PFT. The RBL sub-component will build on the use of government systems.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. Lead implementing agency: The Provincial Department of Agriculture and Rural Affairs (DARA) has been appointed as lead implementing agency. Specifically, the Hunan Agricultural Foreign Economic Cooperation Center within DARA will take lead responsibility for project management, supervision and evaluation, and will act as the Provincial Project Management Office (PPMO).

2. Prefecture and County Project Management Offices: The major implementation responsibilities of the project lie with the Prefecture/ Counties. County Project Management Offices (CPMO) will be established at the County Bureau of Agriculture and Rural Affairs. A prefectural PMO will be established in Xiangxi. Relevant technical bureaus in the counties will be mobilized to support implementation of the related project activities. The CPMOs are responsible for preparing the annual work plan and budget and submitting to Provincial PMO for consolidation

3. Implementing Support Units: Implementing Support Units will be established in the project townships to facilitate project implementation, targeting and related monitoring activities.

4. Village Implementation Groups (VIGs): VIGs will be established in the project supported villages to mobilize participation of farmers in the project such as in the consultative process of developing business partnership with agro-entities; oversee public rural infrastructure construction and maintenance; promote project prioritization to women and youth, etc.

5. Project Leading Group: At county level, a Project Leading Group will be established to be chaired by the county government leader, comprising at least the County Bureaux of Finance (BOF), County Agriculture and Rural Affairs (CARA), and Poverty Alleviation Office, Women Federation etc. The Project Leading Group will provide overall guidance and coordination of the project implementation

6. Provincial Project Coordination Leading Group: A coordinating Leading Group comprising at least the Hunan Provincial Department of Finance (DOF), the Provincial Department of Agriculture and Rural Affairs (DARA), the Provincial Development and Reform Commission (PDRC), and the Provincial Office of Poverty Alleviation is foreseen to provide overall guidance and coordination of the project implementation.

7. Department/Bureaus of Finance: The Department/Bureau of Finance at Provincial/County level and at Xiangxi Prefecture and Shaoyang City will be responsible for supervising project resources, including the allocation, disbursement and monitoring of IFAD loan and counterpart funds.

8. Women Federation: The Women Federation (WF) in the counties will be also be assigned responsibilities in undertaking women related activities designed for the project. The Chairperson of county Women Federation will be assigned the role of deputy project

director at the county CPMO, with a specific role in overseeing the gender related aspects and activities of the project, and facilitating gender transformation in the project context.

9. Youth Leagues: The Youth League (YL) in the counties will be also be assigned responsibilities in undertaking youth related activities designed for the project. These include mobilisation of youth participation, facilitation of youth employment and business development activities and services, participation in project M&E and sharing related experience of youth development from and for the project.

10. Service Providers and Technical Specialists will be engaged by the PMOs to support the implementation especially in areas where existing capacity may be inadequate, for this purpose appropriate budget has been envisaged in the Project costing.

11. Organisation and staffing. The Project Management Office (PMO) organization structure is composed of the Director who has overall responsibility for Project management and a finance officer who has responsibility for overall financial management. In addition, PMOs will be staffed with officers who have experience in and would be responsible for accounting, cashing, project planning and implementation, financial management, procurement, monitoring and evaluation, gender and youth mainstreaming. They will also be assisted by officers from the technical line bureaus of Water Resources, Agriculture, Forestry, Women Federation and Finance at the corresponding level.

B. Result-based lending

1. Independent third-party verification agency: An independent third-party verification agency will be contracted by the Project after the no objection of IFAD to the selected agency, in accordance with terms of reference satisfactory to IFAD, to verify the data and other evidence supporting the achievement of one or more DLRs as set forth in the table in Schedule 2.

2. Verification protocol: The Project will ensure that the verification agency carries out verification and process (es) in accordance with a detailed DLR verification protocol jointly endorsed by the Project and IFAD; and submit to IFAD the corresponding verification reports in a timely manner and in form and substance satisfactory to IFAD. Confirmation that the DLR has been achieved will be through a letter of confirmation or verification report to IFAD.

B. Implementation

1. Planning. The annual work plan and budgets (AWPBs), reflecting planned activities and budget requirements for each year of Project implementation, will be the main management tool for Project planning and implementation.

2. Monitoring and evaluation (M&E). The Project shall establish an M&E system, which will integrate IFAD Core Indicators (CIs) from provincial to village level. The M&E system of the Project shall: (i) underpin the knowledge management functions of the Project; (ii) give emphasis to assessing the impact on advancing poverty alleviation of the Project, relying on the applicable national poor registration system, and the performance of supported cooperatives, through annual cooperative performance assessments; (iii) make M&E data accessible and available in line with relevant laws and regulations in China, through a user-friendly management information system (MIS) that integrates information and allow regular reporting. Progress against the achievement of results will be measured through comprehensive baseline, mid-term and end-line surveys, and through annual outcome surveys in intervening years.

3. Project Implementation Manual (PIM). The PPMO shall prepare, a draft PIM and submit it to the Fund for approval. The draft PIM shall include, among other things: (i) terms of reference and implementation responsibilities of the Project staff, consultants and service providers; (ii) eligibility and selection criteria for the implementation of project activities, including training and development of business plans; (iii) targeting, eligibility

and selection criteria for participating villages, cooperatives/enterprises and other beneficiaries; (iv) Project operational, financial and procurement procedures, including implementation and monitoring procedures also for DLIs/DLRs; (v) M&E system and procedures; (vi) DLIs/DLRs; (vii) The Financial Management Manual; (viii) Verification protocol.

The PIM may be amended if and when necessary, and the Project shall adopt the amended PIM substantially in the form approved by the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category -IFAD	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	% of Eligible Expenditures net of all other contribution
I Works	10 880 000	100%
II Goods, services and inputs	6 930 000	100%
III Training	1 800 000	100%
IV Training -RBL	2 370 000	100%
V Grants and Subsidies	31 060 000	100%
VI Operating Costs	1 160 000	100%
Unallocated	6 000 000	
Total	60 200 000	

2. The Borrower may withdraw the proceeds of the Loan to finance the following category on the basis of Results (DLR or Disbursement linked results) achieved against specific indicators (DLI).

Category (including DLI)	Disbursement Linked Result (DLR)	Amount of the loan allocated in USD
IV Training -RBL	1. DLR-1 - Incremental number of farmers completing the New Professional Farmer Development training program 2. DLR-2 - Incremental number of women completing the New Professional Farmer Development training program 3. DLR-3 - Reduced average age of the trainees completing the New Professional Farmer Development training program	2 370 000
TOTAL		2,370,000

4. The terms used in the Tables above are defined as follows:

"Category I Works" shall mean eligible expenditures for Climate resilient infrastructure under Component 2 as described in Schedule 1.

"Category II Goods, Services and Inputs" shall mean eligible expenditures for goods, service, inputs, equipment , materials, technical assistance and consultancies.

“Category III Training” shall mean eligible expenditures for trainings and workshops under all components except for Sub-component 1(iii).

“Category IV Training-RBL”, for Promoting Gender Sensitive Professional Farmer Training under sub component 1 (iii), shall mean eligible expenditures on the basis of the results (“DLRs”) achieved by the Borrower, as measured against specific indicators (“DLIs”) in the amount allocated against this Category.

“Category V Grants and Subsidies” shall mean eligible expenditures for Business Plan under Inclusive Private Sector Investment Models of the Sub –component 1 (i)

“Category VI Operating Costs” shall mean eligible expenditures of salaries and allowances, operating costs under the Sub-Component 1(ii) and Component 3.

4. *Retroactive Financing.* As an exception to section 4.08(a)(ii) of the General conditions, eligible expenditures such as the start-up and preparation project activities (except for subcomponent A.3-Category IV) not exceeding USD 6 million incurred from 19 June 2020 to the date of the entry in force of this Agreement, may be pre-financed by the Government and reimbursed from the Financing after this Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met.

Eligible expenditures are start-up and preparation project activities such as: (i) purchase of essential items (including equipment and procurement of necessary software) for the PMOs; (ii) recruitment of project staff and/or consultants and procurement of technical assistance; (iii) costs related to tendering, selection, and recruitment of service providers; (iv) costs related to the finalization of the program implementation manual, customization of accounting software to fit IFAD requirement and license fees, start-up trainings and workshops; (v) establishment of the M&E system, including carrying-out of the baseline survey and development of MIS; (vi) exposure visits for knowledge and experiences sharing; (vii) surveys and feasibility studies; (viii) recruitment of service providers.

Schedule 3

Special Covenants

1. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with national laws and regulations regarding social, environmental and climate-related safeguards as well as the Fund's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures. The Borrower shall ensure that project and in particular the RBL component, excludes any activities which are likely to have significant adverse impacts that are sensitive, diverse, or unprecedented on the environment and/or affected people.
2. *Anticorruption Measures.* Without prejudice to the provisions of the General Conditions, the Borrower shall cause Hunan Province to comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices in implementing the Project.
3. *Grievance redress mechanism.* Lead implementing agency shall maintain and operate, throughout the period of implementation of the Project, a grievance redress mechanism for the handling of any stakeholder complaints arising out of the implementation of the Project.
4. *RBL sub-component implementation.* The Borrower shall carry out the RBL sub-component, or cause the Program to be carried out, in accordance with this Agreement and with the financial management, procurement, and environmental and social management systems acceptable to IFAD, which are designed to ensure that: (i) the Loan proceeds are used for their intended purposes, with due attention to the principles of economy, efficiency, effectiveness, transparency, and accountability; and (ii) the actual and potential adverse environmental and social impacts of the Project are identified, avoided, minimized, or mitigated, as the case may be.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project M&E Report	Annually	PMOs	Continuity of government socio-economic policies and poverty reduction strategies and political commitment. (A) Farmers slow/reluctant tendency towards cooperative led organizations. (R) Cooperatives thrive as per government new laws and regulations. (A)
	Females - Number		52480	164000				
	Males - Number		78720	164000				
	Young - Number		39360	98400				
	Indigenous people - Number		20992	98400				
	Total number of persons receiving services - Number of people		131200	328000				
	Young - Percentage (%)		12%	30%				
	1.a Corresponding number of households reached				Project M&E Report	Annually	PMOs	
	Women-headed households - Number		4579	11447				
	Non-women-headed households - Number		30641	76604				
	Households - Number		35220	88050				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project M&E Report	Annually	PMOs	
	Household members - Number of people		165534	413835				
Project Goal	Number/percentage of beneficiaries reporting improved livelihood assets				Household Surveys, Govt Statistics	Baseline, Mid-term, Completion	PMOs	
Maintaining poor and vulnerable households out of extreme poverty and increasing their production and economic resilience.	female-headed households - Percentage (%)		30%	30%				
	ethnic households - Percentage (%)		30%	80%				
	total households - Percentage (%)		30	80%				
Development Objective	At the end of the project, targeted households achieve at least a 30% increase in annual income from project-supported activities				Household Surveys, Government Statistics	Baseline, Mid-term and Completion	PMOs	
Improving income-generating opportunities for vulnerable rural people, particularly youth and women, increasing the inclusiveness of the benefit-sharing mechanisms from private sector linkages, and increasing the resilience of the rural population to climate change impacts.	total households - Number		35%	90%				
	female headed hhs - Percentage (%)		35%	90%				
	Ethnic hhs - Percentage (%)		35%	90%				
	2.2.1 New jobs created				Project M&E	Annually	PMOs	
	Job owner - men - Number		800	2000				
	New jobs - Number		1600	4000				
	Job owner - women - Number		800	2000				
	Job owner - young - Number		480	1200				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Household survey, Pro-WEAI survey	Baseline, Mid-term and completion	PMOs	
	Persons-Percentage (%)		40%	60%				
Females - Percentage (%)		38%	60%					
	Males - Percentage (%)		42%	60%				
SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Household survey	Baseline, Mid-term and completion	PMOs		
	Households (%) - Percentage (%)		30%				75%	
SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Household survey	Baseline, Mid-term and completion	PMOs		
	Households (%) - Percentage (%)		30%				75%	
Outcome	2.2.2 percentage of rural enterprises reporting increased profit				Project M&E Reports	Annually	PMOs	
1. Strengthen inclusiveness and development of New Economic Entities	Number of POs - Number		52	130				
	2.2.4 Supported rural producers' organizations members reporting new or improved services provided by their organization				Household survey	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E	
	Farmer cooperative members - Percentage		35%	80%				
	Percentage of households reporting increased profit from their production				Household survey			
	Percentage of households		35%	80%				
	Percentage of youth/women-initiated enterprises operational after 2 years				Project M&E Reports	Annually	PMOs	
Percentage of business			80%					

Output 1.1 Mobilize private investment for rural business development in project areas	Number of co-investment plans supported under the project plans - Number		94	236	Project M&E Reports	Annually	PMOs	Private agro-investors are interested to join/share farmers cooperatives income sharing mechanism and willing to pay related subscription and for the services. (A) Influential members might hold bigger share. (R)
Output 1.2 Support start-up business for rural youth and women	Start-up businesses of young people /women entrepreneurs supported total start-ups - Number start ups of young people - Number start ups of women - Number		120 100 60	300 250 150	Project M&E Reports	Annually	PMOs	Continued policy support to farmer cooperatives and private enterprises. (A)
Outcome 2. Improved services for rural business development and rural community livelihood	3.2.2 (Number) Percentage of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies Households - Percentage (%) Number-Household Household members - HH Persons reporting improved business and livelihood services offered/facilitated by IC/BS & public institutions Percentage of people Percentage of women among those trained under professional farmer training Women trainee - Percentage (%)		6% 2900 13650 30% 35%	15% 7260 34125 80% 45%	Household survey Household survey Project M&E Reports	Baseline,Mid-term and completion Baseline,Mid-term and completion Annually	PMOs PMOs PMOs	Farmers will participate in climate information services workshop/centers (A) Climate sensitivity is new phenomon and might not be welcomed overwhelmingly. (R)
Output 2.1 Business development/support provided by service centers	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business Females - Number Males - Number Young - Number Persons trained in IGAs or BM (total) - Number		4600 4600 2760 9200	11500 11500 6900 23000	Project M&E Reports Project M&E Reports	Annually Annually	PMOs PMOs	Small holder farmers are interested to join upsacle value chain and willing to pay related subscription and for the services. (A) Failure of farmer cooperatives and private enterprises to cooperative standards and farmers needs and excluding poor farmers from joining value chain development (R)
Output 2.2 Improving climate information and adaptation advice	3.1.2 Persons provided with climate information services Females-Number Males-Number Persons provided with climate information services - Number		5080 3050 10160	12700 7620 25400	Project M&E Reports	Annually	PMOs	
Output 2.3 Improved community livelihood services	Persons in rural areas received new or improved livelihood services Total members Females - Number Males - Number Young - Number Ethnic - Number		10160 5080 5080 3050 3050	25400 12700 12700 7620 5080	Project M&E Reports Project M&E Reports Project M&E Reports	Annually Annually Annually	PMOs PMOs PMOs	FIs willing to participate in government rural revitalization strategy programme (A) Communities are willing to access credit. (A) Poor Farmers' (lack of) capacity to access and to pay back. (R)
Outcome 3. Improved Climate resilient infrastructure and Rural Environment	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities Households reporting improved physical access to markets Households reporting improved physical access to processing facilities Households reporting improved physical access to storage facilities		7% 8% 8%	15% 20% 20%	Household survey	Baseline,Mid-term and Completion	PMOs	Adequate participation in climate related information training (A)
Output 3.1 Improved infrastructure and systems for climate resilient water and soil management	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices Hectares of land - Area (ha)		720	1800	Project M&E Reports	Annually	PMOs	Local leaders and farmers are sensitive of the issue and assessment studies will find adequate sites for rainwater harvest (A)
Output 3.2 Improved Rural Infrastructure	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated Hectares of land - Area (ha)		2880	7200	Project M&E Reports	Annually	PMOs	Communities assume responsibility for use, maintenance and management of facilities invested in by the project (A)
Output stand alone output: Policy	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed Number - Number		1	3	Project M&E Reports	Annually	PMOs	Commitment of Provincial stakeholders to the policy value of the project

Integrated Project Risk Matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context	Low	Low
Political Commitment		No risk envisaged
The political commitment of both central and local governments to the project goals/objectives have been and will remain persistently strong during the project life. Eradicating absolute poverty by 2020 and realizing inclusive rural transformation to vitalize the rural sectors and rural areas are on top of the government agenda. Necessary policies, various resources, and institutional performances are geared at the provincial and county levels towards aligning with these strategic goals and directions. Meanwhile, there is strong stability and continuity of political party and government leadership and strategies. No major risks are foreseen in terms of political commitment by governments.		
Governance		No risk envisaged
Overall governance at the relevant levels (primary province and county) is strong. There are relevant and adequate rules and procedures guiding the planning and budgeting, management of finance, procurement, staff and institutional performance and accountability, fraud and corruption prevention and conviction. Particularly for poverty reduction related projects, government attaches higher emphasis in accountability and performances. The new rural revitalization strategy envisages continued improvement of rural governance. For this project, the institutional set up and vertical/lateral coordination has been conducive for project management. No major risks are foreseen so far in terms of governance.		
Macroeconomic		No risk envisaged
The macroeconomic situation and prospect of the country has been favorable and optimistic. Despite slowed pace of GDP growth during the last years and some trade frictions ongoing, the quality of development has been increasing as result of economic restructuring and boosting of domestic markets and consumption. Rural development continues to be given increased attention and support through various favorable policies and additional resource allocations. The macro economy shall maintain a stable and steady progress and is generally resilient to external shocks. The economy quickly bounced back from slow-down of the first two quarters due to 2020 COVID-19 pandemic. Consumption and market demand will remain steady growth and continue to anticipate increasing demand on quantity and quality agro-products from rural areas, as result of Government's strategy in boosting both domestic and export markets. Transportation and logistics condition continue to improve providing conducive marketing environment for rural products. No major risks are foreseen so far in terms of macroeconomic dimension.		
Fragility and Security	Low	Low
Risk: i) Animal diseases such as the prevailing swine fever will have some impact to the pig production in the project area; (ii) Human epidemic such as the Novel Coronavirus may occur but will mostly be managed in short duration, so should not have major impact to the project.	Low	Low
Mitigations: i) Project counties and business entities involved in pig production will continue to undertake necessarily measures to prevent the occurrence of		

swine fever in their localities; (ii) County governments continue to take due considerations of disaster preparedness in their budgetary and management planning, taking lessons from the recent COVID-19 epidemic. Project has included such activities to enhance preparedness and responsive measures		
Sector Strategies and Policies	Low	Low
Policy alignment		No risk envisaged
The project is well aligned with the government strategy and policies relating to rural development and poverty reduction. The core focus of the project “poverty reduction through inclusive farmer cooperatives and pro-poor value chain development” is a top priority of government’s most recent rural revitalization strategy. Governments expect IFAD project to add value by demonstrating innovative ideas and practices that can contribute to the poverty reduction and inclusive rural transformation efforts of the government. The focuses of the project on sustainable benefit generation for and sharing with relatively poor population, role of women and youth as well as thriving private sector and farmer organizations etc.. are also at the core of the government policies for rural transformation. No major risks are identified in terms of policy alignment of the project.		
Policy Development and Implementation	Low	Low
Risk: The risks pertain to: (i) the limited responsiveness and thorough implementation of central policies to their full effect, e.g. the Farmer Cooperative Law, mostly due to limited local governance capacity and sectoral/locality particular agendas; (ii) China’s agricultural and rural development has traditionally focused on production/productivity enhancement, with strong emphasis on infrastructure and inadequate attention to post-production/marketing and other rural based non-farm opportunities; (iii) Inadequate incentives/services are putting into place for talents to thrive in rural areas contributing to rural development; (iv) emerging emphasis on new themes that may diminish the focus of the project, such as ICT4D. This may result in cases of local over-production and limited income generation opportunities, which will lead to limited value add and farmers’ income.	Low	Low
Mitigations: (i) The project will pilot models relating to inclusive agribusiness, farmer cooperative standardization and agribusiness/value chain development, which is essential for the implementation and eventual contribution of the program to the relevant government policy agenda; (ii) Professional & technical guidance and support from the provincial and county PMOs and expertise to the pilot is critical and will be mobilised; (iii) Alignment with national agencies will be explored to enhance full implementation of related policies especially those relating to farmer cooperatives. (iv) Special support and improved rural services for rural talents to thrive in their rural based business will be conducive to the realization of rural revitalization agenda. (v) project design adopted framework approach allowing flexibility to adjustment to responding to emerging policy priorities. ICT for ag and rural development has been given adequate space in project design.		
Environment and Climate Context	Moderate	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
Risk: Most of the project counties are in mountain areas, notwithstanding their differences, each may post different type and degree of following	Moderate	Moderate

environment risks: (i) High risk of geophysical hazards notably earthquakes, floods and landslides are anticipated in the project though their occurrence probability is low; (ii) Soil and water erosion is common in the project area, due to outdated and limited investment and summer torrential rain, and will have impact on productive activities of project; (iii) Inadequate O&M arrangements in place to offset environmental hazards		
Mitigations: (i) Infrastructure improvement of road, land and soil and water conservation will be given high priority in the project investment to ease the situation; (ii) project adopts climate risks analysis and early warning allowing early intervention to minimize risk; (iii) Community O&M groups and extensions services will include awareness and mitigation practices in related risks including training and agronomic best practices;		
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Risk: (i) Increases in temperatures both in summer and winter may increase the magnitude of dry spells and droughts. Seasonal and sporadic droughts, floods and are anticipated in the project areas. Meanwhile it may also reduce the risk of extreme winter. It is identified that the number of frozen days in the ten counties will generally decrease. There was also reported hail incidents in some areas. (ii) More variations in rainfalls quantity and intensity, which may affect the viability of rain-fed agriculture in the absence of irrigation or water harvesting technologies, and may increase the likelihood of floods and landslides with shorter but more intense rainy seasons; (iii) Changes in rainfall patterns: longer days in dry season may increase the risks of droughts and have detrimental consequences for the agricultural production. In contrary, it is also identified that some areas will experience a longer wet season (number of consecutive rainy days).	Moderate	Moderate
Mitigations: (i) The project will finance a set of activities to improve water and irrigation related facilities; (ii) Project will improve farmers' access to weather and climate forecast information and advice on options to make their farming practices more resilient to climate change; (iii) Technical extension services will include agronomic measures responding to climate induced risks		
Project Scope	Low	Low
Project Relevance	Low	Low
Risk: The mains risks pertain to the fact that the benefit generated by the project may not adequately support those economically less active poor households for their increased income, because: (i) income from agricultural production constitute a relative small proportion of the rural people, the project's contribution to their household income increase could be limited; (ii) many remaining poor either have their land transferred or are lack of labour. Similarly, the project ambition to foster development of genuine pro-poor farmer cooperatives might be under achieved due to limitation in resources and technical support, and lack of motivation of small holder participation.	Low	Low

The functioning of the incubation center and continued private sector investment could be short-lived should the project not be able to demonstrate the value of its provisions and models.		
Mitigations: (i) Encouraging contract farming, labor employment, land rent and dividend generated from project invest assets in order to benefit different kind of poor households. (ii) Encourage business plans that take advantage of rural resources based income-generating opportunities for the poor households are also considered eligible for project support. (iii) Involve technical specialists by PMOs and align the project with Government's programme in promoting specialized farmer cooperative. (iv) The businesses of the incubation center and private sector investment will be geared towards the industry/sector with the best market potential and beneficiary/partner participation.		
Technical Soundness	Low	Low
Risk: The risks relating to technical soundness of the project pertain to: (i) technical details of the project models and introduced rural services may not be adequately specific enough for local implementation; (ii) Insufficient understanding of the RBL approach by the relevant implementers on the ground, and misunderstandings about the need for sufficient upfront budget allocation - which may cause delays. (iii) due to parallel financing nature, synergy of government investment with IFAD financing could risk being diminished if not properly planned and budgetary managed.	Low	Low
Mitigations: (i) Project/IFAD will raise awareness and create enough understanding about the principles of the RBL approach, and undertake necessary assessment and safeguard beforehand if and as required; (ii) More frequent and flexible and joint SIS from IFAD/Project to monitor and follow up with the implementation to address the emerging issues and ambiguities on implementation details; (iii) AWPB will be made/coordinated at county level with full engagement of concerned line agencies and budgetary assurance.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Moderate	Low
Risk: The PMOs at province and four out of ten counties are familiar with and have demonstrated good capacity in managing IFAD projects. Nevertheless given the new scope and new features in the project, there is a moderate likelihood that institutional capacity/efforts for implementing and sustaining the operational management may adversely impact the project objective, especially during the initial start-up phase: (i) Project design is innovative in nature and include thematic areas not traditionally areas of competence by government agencies; (ii) the engagement of other line agencies may diminish when due priorities of certain counties are not given to some of the designed focuses, such as youth and gender transformation, climate services, agribusiness and value chain development; (iii) inter-agency coordination may not be effective and may hamper progress of certain activities (infrastructure, rural services, women and youth related activities)	Moderate	Low
Mitigations: (i) Start-up mobilization/training, practical and detailed enough PIM and technical team of PMOs will help quicken on-board of implementation; (ii) Project coordinating functioning at both province and county levels will be monitored and enhanced during implementation;		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low

<p>Risk: The province is familiar to IFAD M&E requirement and has the capacity and resources to guarantee robust M&E work for the project. Technical service provider has also been identified to support the project M&E. ICT tools will be explored for project M&E. Overall the M&E risk is low in this project. Nevertheless, the following could be the potential weaknesses: (i) given the multi-layer structure of the project, there could be limitation in cohesion of M&E work and availability/capacity of M&E focal point at all levels; (ii) the PMOs may not demonstrate strong ownership and effective use of M&E services/tool/support/information; (iii) Project offices may have some tendency of complying M&E requirement instead of proactively managing project using M&E as a tool; (iv) inadequate accuracy of data and information if not properly quality assured.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations: i) Project will fully engage a technical team from the province to support the M&E work; (ii) Project Offices should designate staff for ME and undertake regular follow up and analysis to make use of the information collected; (iii) A plan for M&E linked with knowledge management should be developed to give orientation to the overall work, including clarity on roles and how/who to use the M&E information; (iv) Continued follow up and reminder from IFAD to enhance the M&E based learning and policy agenda of the project; (v) IFAD SIS missions will closely monitor and support the performance of project M&E to ensure quality; (vi) project will develop web-based MIS to support M&E work</p>		
Financial Management	Substantial	Moderate
Organization and Staffing	Moderate	Moderate
<p>Risk: Training for government finance staff is a major constraint that is affecting the accounting reforms and its implementation. Staff from line ministries is also lacking experience with the new procedures.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The PPMO organization structure will be composed of a Project Director who has the overall responsibility for the project, and a Finance Manager who has financial responsibility. An Accountant and a Cashier will also staff the finance team of the PPMO. The technical officers in the PPMO will have review and pre-approval functions, similarly at the county PMOs. The finance team of each CPMO will be composed of one Accountant with overall financial responsibility at the county level.</p>		
Budgeting	Low	Low
<p>Risk: Budgets lack details. Much of the expenditure is off the budget. There are gaps between the approved budget and the final execution. Such Discrepancies are for both revenue and spending.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: The Hunan PPMO, after consultations with project stakeholders, shall prepare its annual budget, linking all the planned activities to the disbursement categories of the Schedule II of the Financing Agreement. This exercise will take place in advance of the preparation of the national budget to ensure that the required Government funds are timely allocated. All financing sources of the project should be clearly stated in a consolidated budget. Counterpart funding will be allocated for the project by province, counties and districts. The government will ensure that counterpart funds are contained in the domestic fiscal allocations for each county and that they are released for the project on time. The counterpart funding will be</p>		

maintained in the Treasury Accounts of the counties and will be used to pre-finance eligible expenditures of the project as well.		
Funds Flow/Disbursement Arrangements	Low	Low
Risk: The 1994 Budget Law has strengthened the redistributive role played by the Central Government. There are gaps in the control and financial risks at the local level, Analysis of cash and asset position made to government contains significant omissions.	Low	Low
Mitigations: No action proposed.		
Internal Controls	Moderate	Moderate
Risk: Reconciliation with bank account statements only takes place with the final accounts, after the budget year has closed. New procedures have been introduced (for instance, Procurement and Accounting). The administration, accounting and reporting of the project will be set up in accordance with Circular No. CAJI (2011)-10: "Provisional Measures for Financial Management of Projects Financed by Loans and Grants from International Financial Organizations" issued in 2011 by the Ministry of Finance.	Moderate	Moderate
Mitigations: The internal control arrangements for H2RDP should consider: (a) competent personnel with clear responsibilities and adequate segregation of duties; (b) adequate financial records management system with complete and accurate audit trail; (c) physical safeguard including regular verifications and controls for assets and financial documents of the project; (d) random independent reviews; (e) clear procedures for timely monitoring and financial reporting from the Implementing Agencies of the project. The Provincial PMO shall define the appropriate internal controls in the Financial Management Manual, as part of the PIM.		
Accounting and financial reporting	Moderate	Moderate
Risk: Government accounting is still under reform to comply with international standards and the accrual basis of accounting. Financial systems only capture and report on the most basic financial data. It is difficult for the central authority to monitor outlays and track the use of intergovernmental fiscal transfers.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will procure a web-based integrated software to support the core management functions at the central and county levels, such as business plan development, financial management and project monitoring and evaluation. The financial management module of the integrated software will comply with the IPSAS accrual basis of accounting and will have the functionality to report by disbursement category, project component and financing sources at each level of implementation.		
External Audit	Moderate	Moderate
Risk: The National Audit office (NAO) has strengthened relevant rules, issued standards and provided trainings to improve the professional skills of auditors. Auditing bodies at the local level are not fully effective. The audits are focused more in compliance.	Moderate	Moderate
Mitigations:		

H2RDP's annual accounts will be audited by the Hunan Provincial Audit Office (HPAO) on an annual basis in accordance with International Standards on Auditing (ISA) and following the IFAD Handbook for Financial Reporting and Auditing. The audited project financial statements together with the auditor's opinion (following ISA 705) will be submitted to IFAD in English within six months from the end of the fiscal year. The HPAO is constituted as an independent body under the National Audit Office (NAO). The NAO delegates to the Provincial Audit Offices (PAOs) the external audits of provincial donor-funded projects in China. IFAD has previous experience with other PAOs, and these audit arrangements are deemed acceptable to IFAD.		
Project Procurement	Moderate	Low
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Low
Risk: The risk that the Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity.	Moderate	Low
Mitigations: 1). Review periodically the application procurement in accordance with the national procurement law, regulation and implementation policies. 2). Review and clear project procurement plan (consolidated) encouraging the use of competitive procurement methods 3). Provide consolidated procurement information on project website (opportunities and awards) 4). Ensure waiver for RBL component clearly articulates provision waiver or specific provision in the general conditions in reference to procurement.		
Accountability and Transparency	Moderate	Low
Risk: The risk that accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, misprocurement, SH/SEA, and/or execution of project procurements outside of the required time, cost and quality requirements.	Moderate	Low
Mitigations: 1). Provide confidential report of complains received, under investigation and resolved. 2). Establish appropriate level of procurement reviews post and prior based on risk 3). Identify and report on risk flags during procurement supervision 4). Use IFAD standard bidding documents, which include provisions for prohibitive practises and safeguards 5). Ensure waiver for RBL component clearly articulates provision waiver or specific provision in the general conditions in reference to procurement conditional upon strengthening reporting of prohibitive practises, misprocurement and eligible expenditures associated with this.		
Capability in Public Procurement	Moderate	Low
Risk: The risk that the implementing agency does not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project.	Moderate	Low
Mitigations: 1). Retain procurement professional to support intermittently		

2). Periodic training and support to be provided to various implementing agencies teams.		
3). Ad-hoc offsite coaching by IFAD accredited procurement consultant.		
Public Procurement Processes	Moderate	Low
Risk: The risk that procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project and achievement of its objectives.	Moderate	Low
Mitigations: 1). To be assessed in 2021 through the supervision mission (1st year of operations) 2). RBL component shall guided evidence and targeting outlined in the 3rd party independent validation report and the project audit report		
Environment, Social and Climate Impact	Low	Low
Biodiversity Conservation		No risk envisaged
The project will not undertake activities that may cause significant threats to or the loss of biodiversity and ecosystem and its services. In fact the project activities will help to conserve soil and water resources, promote the production of quality and diversified locally specialize products/food. By adopting good agricultural practices, the project will also be conducive to the sustainable use of natural resources.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Low	Low
Risk: Project triggered risks pertain to: (i) Soil and water pollution was reported in the project areas from agricultural intensification and livestock development, in the nature of heavy metal and chemicals residues; (ii) Project activities include reclaiming barren hills (e.g. tea plantation in Guzhang), construction of rural roads, small-scale irrigation works and agro-processing facilities may cause soil and water erosion is not properly managed; ay cause soil erosion;	Low	Low
Mitigations: (i) Relevant rules and by-laws of government in water resources management/utilization, pollution control and food safety will be followed during project implementation; (ii) Business plans will adopt, as much as possible, food quality and safety as part of their marketing and value chain development objectives; (iii) Government will also conduct its own Environment Impact Assessment for project and explore measures to mitigate perceived risks		
Cultural Heritage		No risk envisaged
The project activities do not foresee impact to degradation or loss of resources of historical, religious or cultural significance.		
Indigenous People		No risk envisaged
About 30% of the population in the project area belong to ethnic minority group. Ethnic minorities in the project area are in general well integrated in the existing socio-economic context, have livelihood strategies similar to those of the other rural populations, are not excluded from existing economic opportunities, are not discriminated, and have not distinct needs from the rest of the population. They are vulnerable not because belonging to an ethnic minority group, but because they live in poor and not well developed areas. Government policies targeting rural poor and		

vulnerable households do not differentiate based on ethnicity, but target based on poverty indicators. Program will thus give special emphasis to ethnic minorities to enhance their participation in the program, subsequently their awareness, economic capacity, and social status.		
Labour and Working Conditions		No risk envisaged
The project will be implemented following the national laws and regulations which shall offer protection to the target group of their labor rights and work safety. Any employment will be on voluntary basis and third party services will be procured on competitive basis and following relevant rules and regulations. The project will provide particular emphasis for empowering women in their social and economic participation, benefit and status, thus contributing to their social and household status to minimize gender based violence towards them.		
Community Health and Safety		No risk envisaged
The project will be implemented following the national regulations and standards in terms of hazard prevention to the communities. Contract terms for infrastructures usually include provisions for consideration of safety and health. Agriculture activities will not impact drinking water safety. Food safety and nutrition will be one of the pursuits of project supported production interventions.		
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Risk: There is some risk of economic displacement by conversion of farmland to infrastructure sites such as water pond and pools.	Low	Low
Mitigations: Project related infrastructure will be limited to small areas and no farmer affected will lose more than 10% of his/her farmland. Transparent, informed and documented discussions with all farmers benefiting from planned infrastructure will be made to reach informed consent. Compensations will be made either by transferring land user rights from others or long term cash subsidy to affected farmers. Government regulations prescribes such prior informed processes and consent decisions.		
Greenhouse Gas Emissions		No risk envisaged
The project will generally contribute to the reduction of GHG as result of promoting carbon sequestration crops. The project activities will not involve excessive CO2 emissions.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Low	Low
Risk: The project will not cause but minimize vulnerability of target groups and ecosystems to climate variability and hazards, this will be achieved through improvement of water and soil conservation infrastructure, adoption of climate adaptive varieties, technologies and production practices, extension of related knowledge to farmers.	Low	Low
Mitigations: Program implementation will follow the technical requirements spelled out in the relevant rules and by-laws of the governments, and technical advices of professionals to minimize negative impact that may exacerbate the vulnerability of the target populations.		
Stakeholders	Low	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low

<p>Risk: The risk on stakeholder engagement pertain to: (i) ad-hoc consultation at design and inadequate involvement during implementation of line agencies leading to delayed implementation or sub-standard results for the RBL approach; (ii) Lack of participation or technical support from provincial level of offices responsible for agro-industry development to guide implementation and learn from project experience so to maximize the project benefit; (iii) limited incentives to and mobilization of other line/technical agencies and partners for aligning with project to build synergy, such as rural finance and climate service, women and youth organizations; (iv) limitation in full engagement of private sector and farmer cooperatives due to lack of publicity or transparency and their business coverage, or particular preference of county government on sub-sectors for project support.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: (i) Adequate consultation and assessment will be made at or after design to bring the relevant partners on board and to the same understanding; (ii) Transparency on project support and financing rules will be maintained through proper dissemination of information during project implementation; (iii) Business plans will be diversified to avoid narrowly focusing on a few products; (iv) Project workshops and meetings shall include all stakeholders as and when possible. (v) Project management offices will reach out to all relevant partners to call for application of business plans.</p>		
<p>Stakeholder Grievances</p>	Low	Low
<p>Risk: Systems and opportunities are in place for stakeholders to express their opinions and complaints emerged during their interaction and participation of the project. Major project procurements are disclosed for publicity before deals are confirmed. Project Apps accepts feedback from users. Government agencies have open channels to receive complaints and reports of misconduct during project implementation. Regular project workshop involves relevant stakeholders. The risk of suppressed or unattended stakeholder complaints is minimal.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: VIGs will conduct regular notifications to the villagers on the planned activities and means/criteria of participation</p>		